



France - Amériques

Cercle des Nations Américaines

FORUM du FUTUR
ASSOCIATION FRANCE-AMERIQUES

Compte rendu réalisé par Digiwriters mais non
relu par Mme Carrère d'Encausse

Intervention de
Hélène Carrère d'Encausse

1^{er} Décembre 2008

- Hélène de Rochefort : Très chère Hélène, j'ai beaucoup de chance aujourd'hui parce que mes deux présidents sont à l'étranger : Patrick Faure et l'amiral Bétermier, puisque vous êtes reçue ici aujourd'hui sous ces deux égides, sont respectivement à Washington et à Londres. Il me revient donc le très très grand bonheur de vous accueillir au nom de France-Amériques, au nom du Forum du Futur, et surtout au nom de notre très longue amitié. Merci d'être présente. On va commencer rapidement, puisque je sais que beaucoup parmi vous ont de lourdes responsabilités et sont un peu pressés. On laissera tout de même le temps à Mme le secrétaire perpétuel d'avaloir quelque chose. Elle aura la gentillesse de nous parler juste après le plat principal. Bienvenue à France-Amériques, et bienvenue aux membres du Forum. Merci.

- Hélène Carrère d'Encausse : Il faut me supporter, vous êtes là pour ça et moi aussi. Ça va ? Bon... Je vais aborder le problème de la crise qu'on a vécue cet été, entre la Russie et la Géorgie, je dirais, comme selon ma méthode personnelle c'est-à-dire par un côté large, et pas par le côté étroit. À la fois en essayant de la situer dans le long cours de la renaissance de la Russie, parce qu'il faut comprendre ce qui s'est passé. Je vais dire un mot de ce qui se passe en Russie aujourd'hui, cela permet de mieux peser les rapports entre ces deux pays.

D'abord, permettez-moi de rappeler des données évidentes mais qu'on a tendance à toujours oublier. Il y a 18 ans, il y avait un empire : c'était l'Union soviétique. Personne n'a demandé à l'Union soviétique de mettre fin à cet empire, du moins personne n'avait les moyens de le lui demander. Ce sont les Russes, c'est-à-dire Gorbatchev d'abord en 1986, qui a décidé d'apporter des changements et qui, à l'heure où il aurait pu faire tirer sur les Hongrois qui cisailaient les barbelés qui les séparaient de l'Autriche, et sur les Allemands de l'Est après, ne l'a pas fait. Il y a une espèce de dynamique intérieure de l'abandon de l'empire, d'abord de l'empire extérieur et, en 1992, une décision qui a été prise d'abandonner l'empire intérieur. C'est Boris Eltsine qui a eu cette phrase sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir : « Que tous ceux qui veulent leur indépendance la prennent, qu'ils prennent autant d'indépendance qu'ils peuvent en digérer ». Il s'adressait à tous les sujets de l'URSS, sans exception. C'est très important. Gardez-le présent à l'esprit. C'est tout de même un exemple assez unique dans l'Histoire, d'un empire qui tout seul, décide que c'est fini, au moins ses dirigeants, un peu contre l'opinion. L'opinion, on ne savait pas trop ce qu'elle en pensait, personne n'ayant fait de pression, et même j'ai le souvenir, personnellement, du président Mitterrand me disant : « Ils vont un peu vite ». Partant de là, la Russie, qui a pris la décision d'abandonner l'empire, s'est retrouvée réduite de 100 millions d'habitants et de pratiquement 25% de son territoire. Ce qui n'est pas tout à fait une plaisanterie.

Les responsables russes ont imaginé qu'ils seraient accueillis dans la communauté des nations à bras ouverts. Cela ne s'est pas tout à fait passé comme ça. On a regardé ce pays avec méfiance en considérant que, quand on avait des gènes - et c'est le Marquis de Custine qui est toujours là - quand on a des gènes totalitaires et d'esclaves, c'est tout le livre de Custine, sur lequel il y a beaucoup à dire, on ne s'en débarrasse pas comme ça. Les responsables russes, ce n'était plus Boris Eltsine, c'est son successeur, Vladimir Poutine, a cru, en 2001, au moment de la tragédie des tours américaines, pouvoir au fond rebondir. Il a cru pouvoir montrer sa bonne volonté, il a été le premier pays qui a tendu la main aux États-Unis pour proposer une sorte de pacte antiterroriste. C'est une logique tout à fait de relation internationale, qui n'est pas critiquable, il n'y avait plus qu'un supergrand qui a trouvé, j'ai assez enseigné les relations internationales pour savoir que quand on est le plus puissant, il n'y a pas de raison de ne pas essayer d'empêcher celui qui ne l'est plus, de ne plus le redevenir. C'est comme ça que s'est installée, quels que soient les torts de la politique russe, une politique non pas d'encerclement de la Russie, mais qui pouvait nourrir la hantise de l'encerclement russe, à ses frontières. Quand cela a commencé, je vais m'arrêter là, les responsables des pays de l'Europe de l'Est, Pologne, Tchéquie et Hongrie, qui ont demandé les premiers à adhérer à l'OTAN, se sont demandés quelle serait la réaction russe. Et il n'y en a pas eu. Les Russes ont dit : « C'est pas bien, on n'est pas contents », et il ne s'est pas passé grand chose. J'étais en Lituanie, le président lituanien m'a consulté plus tard. Il m'a dit : « Qu'est-ce qu'ils vont dire, maintenant que nous adhérons à l'OTAN? ». J'ai dit : « M. le président, je prends la responsabilité de vous dire : rien du tout. Ils vont vous faire des mauvaises manières, des petites chicaneries, mais c'est tout. Personne ne vous fera ni la guerre ni rien ». Parce que c'était la logique, c'était toute la partie de l'ex-empire que la Russie avec laquelle elle acceptait de couper complètement. La périphérie méridionale est une autre affaire. Il y a la route du pétrole. Il y a l'Ukraine. M. l'Ambassadeur, je suis désolée de le dire devant vous, on ne peut pas dire que l'Ukraine, c'est la Russie. C'est deux histoires mêlées. La Russie n'est pas l'Ukraine, et l'Ukraine par la Russie, mais l'Histoire russe est née à Kiev. C'est une histoire mêlée.

Dernier point que je veux souligner, c'est que la Russie a touché le fond de ce qu'elle considère comme l'injustice, je ne dis pas que c'est l'injustice fondamentale, mais comme l'injustice suprême. Qu'est-ce qu'il lui restait de sa puissance passée? Membre permanent du Conseil de sécurité. Quand la décision a été prise de bombarder la Serbie, on a contourné le Conseil de sécurité, parce qu'on savait que la Russie ne l'accepterait pas, c'était nier ce qu'elle était. C'était la dernière chose qui lui restait de sa puissance passée, et on lui a ôté. Ce que je vous dis, c'est un raisonnement que M. Poutine tient devant ses interlocuteurs, et à juste titre il explique qu'un jour, on s'est dit ça suffit, on va dire stop. Ce qui s'est passé cet été rentre dans le stop. On s'est trouvé à la limite du supportable, c'est-à-dire la question de l'entrée dans l'OTAN, de la Géorgie et de l'Ukraine... Je tiens à dire pour ceux qui ne le savent pas, mon père était géorgien et c'est un pays que j'aime infiniment : c'est une affaire que je regarde avec une certaine

sensibilité personnelle. Il vaut mieux que ça soit dit. Néanmoins, en termes de relations internationales, de la position de la Russie, la Russie considèrerait que la Géorgie et l'Ukraine, ce n'est pas tout à fait ni comme les états baltes, ni comme les pays de l'Europe de l'Est. Il y a une limite à l'entourage de l'OTAN, d'autant qu'elle s'est sentie aussi, avec la Géorgie, trompée. En 2004, lorsque le président géorgien a négocié le départ des bases russes en Géorgie, la position de Lavrov c'était : d'accord, mais pas de bases étrangères et pas d'OTAN, et s'il y a l'OTAN, pas de bases étrangères de toute façon. Les Américains sont arrivés tout de suite. Quand vous passez un accord comme ça, quand vous retirez vos troupes, vous n'aimez pas beaucoup cela. Il y a beaucoup d'incompréhension autour de cela.

Je vais ajouter autre chose, et je vais tout de suite passer à ce qui s'est passé cet été. Je voudrais ajouter qu'on fabule beaucoup sur l'évolution de la Russie actuellement, surtout ces jours-ci, où vous savez que le mandat présidentiel russe est en cours de transformation, puisqu'il va passer de quatre à six ans. C'est un processus qui a été lancé très vite, il a été lancé le 5 novembre par le président Medvedev, dans un discours passionnant. Je pense que les ambassadeurs ici présents l'ont lu, certains dans le texte, et ils savent à quel point c'est un discours extrêmement fort qui ouvre des perspectives sur les intentions de ce président. Ce qui est intéressant, c'est la rapidité du processus et les questions qu'il pose. L'idée lancée le 5 novembre a été soumise tout de suite aux deux chambres, elle vient d'être acceptée par le parlement si je puis dire fédéral, et la procédure d'adoption par les parlements des 83 sujets de la fédération, car ils ne sont plus que 83, est en train de commencer. Il faut que les deux tiers l'aient approuvé pour que cette modification constitutionnelle soit effective. La question est intéressante : pourquoi cette modification constitutionnelle? Qu'est-ce qu'elle veut dire sur l'équilibre des pouvoirs? L'interprétation la plus courante, celle de toutes les gazettes, particulièrement françaises, c'est que Poutine veut reprendre le pouvoir. Soit il le reprend tout de suite, quand ce sera achevé, parce qu'il considère que la présidence lui revient, soit à la fin du mandat de son prédécesseur, qu'il a mis en place, Medvedev, et si ça se passe ainsi, est-ce que c'est à la fin du mandat de quatre ans, ou est-ce que les six ans deviennent effectifs à partir de maintenant? Cette proposition s'accompagne, le projet sera adopté, il n'y a aucun problème, d'une idée de rallonger le mandat des députés de quatre à cinq ans. Qu'est-ce que ça signifie? Qu'est-ce que ça signifie en soi, et pour l'équilibre de l'équipe dirigeante? Autre tarte à la crème des analyses : Medvedev est une marionnette, qui est là parce que Poutine... Entre parenthèses, Poutine pouvait faire autrement : il pouvait changer la constitution, il avait 78% d'opinions favorables depuis le début de son premier mandat, et 78% d'opinions favorables à ce qu'il puisse modifier la constitution pour qu'il puisse bénéficier d'un troisième mandat. Il a décidé de pas le faire, on dit qu'il le regrette, et que du coup il pousse son successeur et futur prédécesseur vers la sortie. Je crois que la signification est tout à fait différente. Pourquoi Medvedev a-t-il proposé ça ? Quand on lit son adresse, c'est un véritable projet de transformation de la société. C'est un discours juridique,

fondé sur la dénonciation de toutes les insuffisances du système politique russe et de la précarité de la société civile, et sur la nécessité, précisément, par une large politique de réformes, d'arriver à démocratiser profondément ce pays, d'arriver à mettre sur pied une société civile qui soit la base de la démocratisation. La société civile n'est pas inexistante, contrairement à ce que croit : elle se développe à travers les classes moyennes, et surtout à travers un réseau associatif absolument fantastique, incroyable, numériquement, par l'importance et l'ancrage à travers tout le pays. Des associations de consommateurs, propriétaires, locataires - chez nous c'est ordinaire - mais dans un pays comme ça, c'est la société qui s'exprime. C'est un fait nouveau que nous ne regardons pas, parce que pour nous, société civile, c'est ce que nous sommes, mais c'est en train de changer la Russie. La chambre civique de Russie, qui a publié le catalogue des associations, a publié un volume comme ça, on n'en a pas la moitié de ça. Il est clair que c'est là-dessus que Dimitri Medvedev veut s'appuyer. Il lui faut du temps. Il faut une certaine durée. Je crois que c'est l'hypothèse la plus sérieuse, je peux me tromper. On voit très bien que cet attelage qu'on a dit précaire... On dit : c'est Poutine le patron. Demandez au président Sarkozy, il vous dira que Medvedev fait une forte impression, que ce n'est pas du tout une sorte de marionnette, mais que c'est un homme qui existe, et incontestablement. Il y a partage des tâches. Il est institutionnel : l'un, Medvedev, a décidé de le faire fonctionner, en se réservant le gros de l'international et en se réservant la transformation des institutions, c'est-à-dire la direction de l'État. L'autre, il a la crise sur les bras, et un des arguments de ses amis, c'est que quand on a la crise sur les bras, il vaut mieux avoir le maximum d'autorité, et qu'être président, ça en donne plus que d'être premier ministre. Mais cela n'implique pas que l'un soit une marionnette, il ne l'est pas, croyez-moi. Observez : on voit très bien les équilibres se faire, et les équipes se consolider. Cela n'implique surtout pas que Medvedev travaille uniquement pour laisser le pouvoir rapidement. Il a un projet de société, et c'est très important. C'est la première fois qu'on voit un projet de société, et pas seulement un projet économique et un projet de pouvoir.

Ces préliminaires étant dits... Si je les ai présentés, c'est parce que je crois qu'il faut tout de même ne pas regarder les choses par le petit bout de la lorgnette, mais en voyant qu'on a affaire à un pays qui s'est senti profondément humilié depuis 16 ans. Par sa puissance perdue, mais aussi par la négation des quelques éléments de puissance qui lui restaient : le Conseil de sécurité, sa position de membre permanent, l'idée que l'OTAN devait arriver à ses frontières... Je comprends très bien qu'on veuille y aller, mais pour celui qui va avoir l'OTAN à ses frontières, il trouve ça assez détestable. Là, on voit très bien aussi qu'il y a une véritable réaction de puissance qui est en train de s'opérer aujourd'hui. Et c'est passionnant, je vais venir tout de suite à cet été, ce sont les démarches aux abords de l'empire américain maintenant de M. Medvedev. Car la Russie opère, au moment où le nouveau président des États-Unis va s'installer... C'est un jeu d'échecs, ce n'est pas du tout un simple chantage, c'est un jeu d'échecs... Elle montre qu'après tout, on est à ses frontières, c'est beaucoup plus sérieux, les

balades de M. Medvedev en ce moment du côté de l'Amérique, que le déploiement de missiles à Kaliningrad : ça, c'est plutôt un petit chantage. Tandis que là, c'est la démonstration que chacun peut aller sur le terrain de l'autre, et alors qu'il vaut mieux plutôt discuter. Est-ce que ce sera entendu? C'est une autre affaire. Il faut bien voir qu'il y a une stratégie qui est en train de s'élaborer, qu'on a déjà vue dans le passé, qui dans les moments où la Russie avait le sentiment qu'il fallait parler haut à l'Amérique, montrer qu'elle pouvait aller plus loin qu'elle ne l'était, elle veut en faire la démonstration. Ça, c'est le tableau général.

Revenons à ce qui s'est passé cet été. Là, et la Russie et la Géorgie sont victimes je dirais de Lénine et de Staline. Ils sont victimes de l'organisation territoriale qui a été créée en 1922, et confirmée en 1926 et après la seconde Guerre mondiale. En 1922, Lénine et Staline se sont assis devant des cartes de géographie, et des manuels de démographie aussi, des atlas. Ils avaient tout le matériel sur la démographie des peuples, sur l'Histoire, c'étaient deux hommes très cultivés. Staline savait de quoi il parlait. Ils ont dessiné une carte très intéressante de la plupart des Etats qui devaient entrer dans l'Union soviétique, en incluant dans ces Etats des minorités nationales avec des statuts d'autonomie, ou d'autonomie culturelle ou d'autonomie territoriale et administrative, de manière à ce que pèsent ces minorités sur le nationalisme du petit Etat ou du plus grand Etat avec lequel on traitait. C'est ainsi que la Géorgie s'est trouvée enrichie administrativement de l'Ossétie, coupée en deux morceaux, dont une partie se trouvait en Russie et l'autre en Géorgie, de l'Aprasie, l'Adjarie et d'autres régions, mais les autres sont moins importantes. Pour dire la vérité, la Géorgie est un pays multiethnique, d'ailleurs la plupart des pays sont multiethniques, et c'est une richesse formidable. Mais ni les uns ni les autres ne sont purs géorgiens. En tout cas, leurs relations avec le centre géorgien ont été relativement simples jusqu'à l'indépendance de la Géorgie, mais lorsqu'en 1991 Boris Eltsine a dit : « Prenez autant d'indépendance que vous pouvez en digérer », son message s'adressait aux Etats constitués, et à leurs composantes éventuellement. Cela a été entendu des Aprases et des Ossètes, qui ont dit à ce moment-là : « Il n'en est pas question, on ne veut pas d'indépendance. On ne la veut pas avec les Géorgiens. On veut ou être indépendants tout seuls, on s'en va avec la Russie, on fait n'importe quoi, mais la structure qu'on nous propose ne nous va pas. » S'est greffé là-dessus quelque chose qui a été le malheur de la pauvre Géorgie : son premier président, le président Gamsakhourdia, a été très nationaliste, farouchement nationaliste. Il a proclamé une position peu favorable aux minorités nationales, c'est peu de le dire. Ce qui a évidemment entraîné la catastrophe. Depuis ce temps-là, c'est ça le point important, ni l'Ossétie ni l'Aprasie ne sont en Géorgie. Elles sont entrées en sécession, en s'appuyant sur ce que Boris Eltsine avait proposé, c'est-à-dire : « Prenez autant d'indépendance que vous pouvez digérer ». Les deux guerres ne sont venues à bout de personne. Et la Russie et la Géorgie sont victimes de ce découpage absolument stupide, administratif, qui fait qu'un pays qui avait

l'habitude de vivre avec ses minorités tout à fait paisiblement au fil de l'Histoire et qui a été occupé, et qui lui-même s'est étendu au profit de minorités, savait vivre. Simplement quand on crée des droits administratifs, des droits politiques, les jours où l'occasion s'en présente, cela prend des formes conflictuelles, d'autant plus conflictuelles que cela a offert à la Russie, lorsque la Géorgie a manifesté son intention de glisser vers l'OTAN, un levier de pression formidable sur une partie du territoire géorgien : là-dessus, il n'y a aucun doute.

Deux questions se posent. Pourquoi est-ce que dans ce contexte, où justement depuis quelques années, la Russie remonte sur la scène internationale, marque sa volonté d'exister... L'histoire serbe a été la cassure, ça a été le moment où la Russie a considéré qu'elle trouvait que trop c'était trop. Pourquoi la crise géorgienne de cet été? La première raison : elle se situe entre le sommet de l'OTAN, où la Géorgie a clairement espéré qu'on allait commencer la réflexion de son adhésion, comme l'Ukraine, et deuxièmement, avant le sommet de l'OTAN qui doit se tenir et qui aurait dû apporter une réponse à cette question. Sans l'opposition franco-allemande, la question aurait été discutée plus rapidement. Une autre raison, c'est que la Géorgie n'est pas seule dans ce processus : il y a l'Ukraine. Ces deux pays font cause commune. Ils ont offert un modèle alternatif à l'évolution politique de la Russie : la Révolution des Roses et la Révolution Orange. Moi j'ai beaucoup lu, particulièrement en France, que la Russie devrait faire sa Révolution Orange. Elle a eu beaucoup de révolutions. Elle considère que les révolutions, cela coûte plutôt des vies que cela ne permet des progrès de l'humanité. Elle a fait sa révolution en 91, une révolution dont l'Ukraine et la Géorgie ont abondamment profité tout de même pour trouver leur indépendance, ça lui paraissait suffire. Incontestablement, il y a cette espèce de modèle alternatif, présenté très largement par des pays occidentaux, qui est assez insupportable à la Russie, c'est absolument vrai. Il était plus facile de dire stop en Géorgie que de dire stop en Ukraine. Les conséquences sont moindres. On peut le dire tout à fait froidement. La Géorgie a offert un prétexte.

Voilà la deuxième question : est-ce qu'elle a été encouragée par les États-Unis? Qu'est-ce qui explique les illusions de M. Saakachvili? J'ai dîné à Paris avec M. Saakachvili il y a à peu près deux ans, et je lui ai dit : « Si j'étais-vous, je serais prudente, car premièrement, vous pouvez faire ce que vous voulez, mais les Américains sont loin, et quand ils veulent laisser tomber un pays, ils le font ». Moi je me souviens du shah d'Iran, qui croyait que c'étaient des alliés indéfectibles. Le jour où ils en ont eu assez, ils l'ont laissé tomber en quelques heures. Par ailleurs, « La Russie est à côté de vous, et quoi qu'il arrive, vous ne pourrez pas vous en écarter physiquement ». Cela ne veut pas dire qu'il faut se coucher. Mais ça veut dire que la diplomatie, c'est utile. C'est utile parfois en enrobant beaucoup les sentiments antagonistes que l'on peut éprouver. Il m'a répondu tranquillement : « Les Américains me soutiendront quoi qu'il arrive. Je suis tranquille, ne vous en faites pas pour moi ». Je dois vous dire que cet été, je me suis dit, voilà un homme qui aurait dû écouter ce que je lui disais. Je ne crois pas sincèrement qu'on puisse dire qu'il a été poussé à l'action. Mais entre ces deux dates butoirs du sommet de l'OTAN, les jeux olympiques aidant et tout ça,

qu'il se soit lancé dans l'affaire, qu'il ait considéré qu'il y avait des provocations, la responsabilité de M. Saakachvili me paraît très engagée, ce n'est pas moi qui vais faire son procès. L'ancienne présidente du parlement de Géorgie, Mme Bourjanadze, qui est certainement un de ses successeurs potentiels, a assez clairement posé le problème, en disant que le moment était venu de réfléchir aux responsabilités qui avaient entraîné ce qui est une grande catastrophe pour la Géorgie. La Géorgie jusqu'alors avait des territoires séparatistes, mais ces territoires séparatistes ont maintenant fait sécession, ils sont reconnus, pour le Nicaragua je ne le compte pas, mais par la Russie, ce qui existe.

Cela pose une question, qui est précisément celle de la reconnaissance, et celle de l'avenir de ces Etats qui se sont séparés de la Géorgie. C'est une question que j'ai entendu traiter, et par le président ossète, et par le président aprase, et par Monsieur Poutine. La réponse du président Medvedev est identique. Le président aprase dit : « Nous sommes reconnus indépendants, c'est ce que nous souhaitons, et nous restons indépendants. Évidemment que nous n'avons pas l'intention de nous unir à la Russie. L'indépendance, c'est l'indépendance ». Le président ossète est très ferme : « Nous avons l'intention de rentrer dans la fédération de Russie. La reconnaissance de notre indépendance, c'est une première étape, mais nous ne pouvons pas vivre comme ça. Nous souhaitons nous unir à nos frères qui sont en Russie ». La question a été posée, 24 heures après, par moi-même à Vladimir Poutine : « Voilà ce que dit le président ossète. Qu'est-ce que vous allez faire ? » J'ai compris qu'une des explications de cette reconnaissance rapide, c'est qu'à reconnaître ces Etats, la Russie se fermait la porte à leur annexion. Parce que, après ça, aller les annexer... Vladimir Poutine a été très violent : « Mais qu'est-ce qu'ils nous demandent ? On les a reconnus, ça va très bien ». Il y a deux problèmes, ou deux manières de voir le problème. Il y a d'une part le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et La Russie a dit : « On reconnaît des gens qui depuis 1992 proclament qu'ils veulent être indépendants, selon la même règle qui a présidé à l'indépendance d'un tas d'autres territoires ». C'est vrai qu'ils étaient dans l'ensemble de l'État géorgien. Mais quand un empire se disloque, c'est ce qu'a dit Eltsine : « Prenez autant d'indépendance que vous le pouvez, et les frontières qui vont se former seront des frontières définitives ». En reconnaissant leur indépendance, la Russie s'est placée dans le principe : « On reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Si la Russie franchissait l'étape seconde, c'est-à-dire l'annexion, alors là, elle toucherait aux frontières et ce serait un problème très grave sur le plan international.

Au moins pour le temps présent, on peut se dire qu'un certain légalisme va présider au rapport, là. Mais je pense que du point de vue de la Russie, à moins que des circonstances internationales, car tout est possible, nous le savons... Il y a ici des ambassadeurs qui connaissent la vie internationale infiniment mieux que moi et qui le savent. L'ambassadeur Andreani, pour qui la conférence d'Helsinki n'avait aucun secret, sait parfaitement que l'ordre qu'on croit interchangeable peut changer d'un seul coup, avec beaucoup de diplomatie et beaucoup d'efforts. Je ne dis pas que rien ne changera. Je dirais que dans l'état actuel des choses, il est

clair qu'il n'y aura pas de retour en arrière dans l'esprit des responsables russes sur la nouvelle carte qui s'est créée à ses frontières méridionales. C'est une carte qui est définitive, qui a des inconvénients, y compris cette reconnaissance qui n'est pas très populaire, qui n'a pas de soutien. Elle a effrayé un certain nombre de pays qui appartenaient à la CEI, c'est-à-dire des pays qui sont proches de la Russie et qui se sont dit : « Ce n'est pas très sympathique », et personne n'a cédé aux pressions russes, ni la Biélorussie, ni les Etats d'Asie centrale, personne n'a cédé pour reconnaître ces Etats. Mais le problème n'était pas là pour la Russie. Si l'on admet que le problème c'était de jouer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de s'arrêter là, la reconnaissance a plus d'avantages pour la Russie, à qui elle permet de ne pas faire des gestes supplémentaires, installer des troupes, des bases, etc.... Nous sommes dans ce que la Russie a dit qu'elle ferait, nous sommes dans le jeu qu'elle mène. Elle réaffirme sa puissance à ses frontières.

Mon dernier mot, c'est un peu le drame de la Géorgie. Elle paie pour les relations futures de la Russie avec l'Ukraine, ce que la Russie ne veut pas faire avec l'Ukraine, c'est-à-dire un geste fort. Il faut bien, pour montrer ce qu'il ne faut pas faire aux Ukrainiens, il faut bien en faire la démonstration quelque part. Il est plus simple de le faire dans un petit État, où les conséquences sont moins graves. Car il est bien évident que, cet été nous l'a montré, personne ne fera la guerre pour la Géorgie. Ça a été la grande faiblesse de son Président, de croire qu'éventuellement on irait jusqu'à le défendre. Personne ne fera la guerre pour elle. Le message a été lancé. Ça a été admirablement compris par un certain nombre de pays proches de la Russie, en premier par Mme Timochenko, une femme très remarquable, qui a accompli un virage à 180° pour essayer de se poser en futur président de l'Ukraine, et qui sait comment traiter avec la Russie.

Pour conclure, nous avons assisté à quelque chose qui a été une tragédie pour la Géorgie, qui n'a pas été heureux pour l'image de marque la Russie. Mais c'était un psychodrame destiné à répondre à d'autres questions que celles qui paraissent être au premier plan. Cela se passe souvent comme ça dans les relations internationales. Je pense que cela a pour conséquence que cela écarte ce que la Russie voulait écarter pour un bon moment, l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN. Cela assure que probablement les relations avec l'Ukraine pourront être plus paisibles. On a beaucoup épilogué sur les mouvements de mauvaise humeur des Etats qui comptent, des états de l'Asie centrale, notamment du Kazakhstan. C'est vrai, ils ont trouvé que la Russie dépassait les limites acceptables. Mais quand on regarde, les éléments forts, ce n'est pas la CEI qui est forte. C'est le groupe de Shanghai, ou la Russie, voisine avec la Chine et l'Inde, avec des Etats d'Asie centrale, c'est l'ensemble militaire qu'elle forme, l'ensemble défensif qui n'est pas efficace, où la Russie est le seul pays qui représente quelque chose, mais où ces pays ne se détachent pas d'elle. Incontestablement, les relations économiques sont plus tendues, mais dans l'ensemble, je dirais que le message a été compris. Pour tous les pays voisins, leurs conclusions c'est qu'il faut prendre le maximum de distance politique avec

la Russie, et en même temps le maximum de précautions, pour ne pas se retrouver dans le même cas. C'est ce que je voulais dire : malheureusement, la Géorgie a fait les frais d'une leçon pratique, sur comment on fait avec la Russie lorsqu'elle redevient une puissance. Je vous remercie.

- Hélène de Rochefort : Madame le secrétaire perpétuel, chère Hélène, très chère amie, merci pour cet exposé. Des exposés clairs, précis, bien nourris, vous nous y avez habitués, c'est ce qu'il faut. Mais vraiment, sans langue de bois, merci, car je sais que ce n'est pas très facile pour vous, comme vous nous l'avez confié, d'être objective, car vous êtes à la fois Russe et Géorgienne. Je vous remercie infiniment... Et française avant tout, bien sûr ! On vous laisse prendre votre dessert, et comme nous en avons convenu, il n'y aura pas de question, pour vous permettre de vous libérer, puisque dans un emploi du temps extrêmement chargé, vous avez pris la peine de nous consacrer cette heure du déjeuner. Avec tous nos très vifs remerciements.